

novembre
23

tous ensemble, déterminés dans l'action



Aucun changement !

Après le gouvernement Fillon voici le gouvernement... Fillon 2, bien décidé à poursuivre ce qu'il a entrepris alors que la crise va frapper plus durement la population. Depuis l'été dernier, un mouvement social rassemblant des millions de personnes et soutenu massivement par l'opinion n'a eu de cesse de dénoncer les choix économiques et sociaux en matière d'emplois, de salaires et de retraites...

Le budget 2011 poursuit une politique d'austérité que ses tenants ont qualifiée eux mêmes d'historique. Le rapport de la cour des comptes, publié en octobre, a confirmé l'inefficacité des cadeaux fiscaux aux entreprises. Il a aussi énoncé, chiffres à l'appui, ce que nous dénonçons : le déficit public n'est pas une fatalité économique, il est le résultat de choix idéologiques et sert de prétexte pour imposer une politique qui accroît les inégalités en imposant de toujours plus de sacrifices aux salariés et aux moins favorisés.

L'entêtement du gouvernement à diriger pour les plus riches contre le plus grand nombre est indécent, irresponsable et insupportable.

A travers ce budget et la mise en œuvre de la RGPP, le gouvernement attaque les services publics et le modèle social qu'ils portent, avec pour conséquences une dégradation des services rendus aux usagers, une difficulté accrue à combattre les inégalités et pour les personnels, la détérioration des conditions de travail et de formation et l'accroissement de la précarité. Cette politique c'est aussi des dizaines de milliers d'emplois fermés à la génération en âge d'entrer dans la vie active.

Le gouvernement privatise des secteurs qui au contraire, devraient absolument être épargnés par les logiques de profit pour continuer à servir l'égalité et la solidarité.

Santé, éducation, justice, culture, recherche... : pour la FSU, une société juste et solidaire passe par l'accès de tous à des

services publics de qualité. Leur financement ne doit pas être considéré comme une charge mais comme un investissement indispensable pour construire les conditions du vivre ensemble et du progrès social.

La FSU défend les services publics et milite pour leur rénovation et leur démocratisation.

Si avec le nouveau gouvernement aucun changement n'est attendu, ce qui est nouveau est que face à lui s'est construit un mouvement social profond, conscient de sa capacité à proposer et porter des alternatives. Un mouvement qui en faisant le lien entre l'emploi, les salaires et les retraites s'est emparé peu à peu des vrais débats et des vrais enjeux et continue à revendiquer d'autres choix pour plus de justice sociale !

La FSU appelle à faire du 23 novembre prochain, un nouveau rendez-vous social national majeur pour les retraites, l'emploi et les salaires.

le 23 novembre, partout,
tous ensemble dans l'action !

financer les retraites, c'est possible !

Sarkozy pressé d'en finir avec le dossier des retraites a promulgué la loi sitôt l'avis du conseil constitutionnel. Après avoir précipité le débat, le président est pressé de tourner la page car il a perdu la bataille de l'opinion et il le sait !

Rien n'y fait : la réalité sociale demeure.

La loi pénalise particulièrement les agents de la Fonction Publique. Elle reste inacceptable ; la FSU demande son abrogation, l'ouverture d'un grand débat public et de réelles négociations pour d'autres mesures nécessaires à la sauvegarde et au développement des retraites par répartition et du code des pensions.

Le report des bornes d'âge : moins de pensions, moins longtemps !

Deux exemples pour un fonctionnaire :

Début de l'activité professionnelle à 23 ans et 2 années de disponibilité :

Avant 2003		Après 2003 et avant 2010		Après 2010	
Décote	Taux de pension	Décote	Taux de pension	Décote	Taux de pension
0%	74%	15%	67%	22,5%	57%

la décote à 62 ans portait avant la réforme sur 12 trimestres ; avec la réforme, elle portera sur 18 trimestres.

Début de l'activité professionnelle à 25 ans et 2 ans de disponibilité :

A 65 ans avant réforme 2010		A 65 ans après réforme 2010		A 67 ans après réforme 2010	
Décote	Taux de pension	Décote	Taux de pension	Décote	Taux de pension
0%	69%	10%	62%	0%	72%

Mères de famille : à la maison !

Même si la mobilisation a réduit le nombre de celles à qui cette décision s'applique, les conditions de la suppression du droit à pension après 15 années de service des fonctionnaires mères de trois enfants poussent des milliers d'entre elles à cesser leur activité dès le 30 juin 2011. Les mères sont ainsi victimes du plan social dans la Fonction publique. Cela reste inacceptable pour elles et peut mettre en difficulté les missions les plus féminisées.

Equité ? tous à poil !

Le minimum garanti de pension est soumis à la condition d'avoir droit au taux plein et à une condition de ressources, au prétexte que ce sont les règles applicables au minimum contributif du régime général. Pourquoi ne pas aligner sur la situation la plus favorable ? Les retraités sont sans doute trop riches.

Comptes notionnels :

comment réduire les pensions sans l'assumer

La loi propose de travailler à une réforme systémique. Avec des régimes par points, ou à la suédoise (les comptes notionnels), chacun saurait ce qu'il cotise mais ignorerait sa future pension; la formule magique la réduit avec l'allongement de l'espérance de vie ou le « manque » de ressources.

**LA RETRAITE,
C'EST BIEN.
Y ARRIVER
C'EST MIEUX.**



Le service public,
on l'aime, on le défend

salaires : ne payons pas leur crise !

Le gouvernement a annoncé le gel de la valeur du point d'indice en 2011, et très vraisemblablement en 2012 et 2013.

La loi de réforme des retraites programme une augmentation régulière de la retenue pour pension prélevée sur les traitements des fonctionnaires : ceux-ci verront donc baisser leur salaire net ! Il suffisait d'y penser. Comme les pensions des fonctionnaires de l'Etat sont inscrites au budget comme les traitements, ce jeu d'écriture permet des économies pour l'Etat sur le dos de ses agents.

Inacceptable et risqué !

C'est d'autant plus inacceptable que les traitements de la Fonction publique accusent déjà un retard de plus de 9% sur les prix depuis 2000.

Les pouvoirs publics qui se sont vantés de ce que notre pays résistait mieux à la crise financière que d'autres n'ont pourtant cessé de casser les outils de cette résistance : la protection sociale, les services publics et l'importance de l'emploi public.

La cure d'austérité qu'ils veulent nous imposer pourrait compromettre la reprise.

Les primes creusent les écarts !

Travailler plus pour gagner plus, redistribuer la moitié des économies dues aux suppressions d'emploi, rémunérer le mérite... tout cela passe par les primes. Plus d'heures sup, c'est moins d'emplois et plus de primes, c'est moins d'égalité.

On commence à connaître les effets de la loi TEPA de 2007 : dans la Fonction publique territoriale, quand l'indicateur favori du ministre, la RMPP a augmenté de 2007 à 2008, de 0,8% pour les hommes, elle ne s'est accrue que de 0,3% pour les femmes ! Tout simplement, elles perçoivent moins de primes qu'eux.

Taux de primes en 2008 titulaires FPE	Femmes	Hommes
cadres	45%	56%
Professeurs, professions scientifiques et culturelles	9%	14%
Professions intermédiaires	29%	42%
Employés et ouvriers	22%	30%

¹ Rémunération moyenne des personnes en place. On écarte ceux qui sont partis en retraite et ceux qui viennent d'être embauchés. La FSU conteste que cet indicateur mesure l'évolution de nos traitements car il intègre les promotions et les primes. Il n'en est pas moins révélateur du creusement d'inégalités dans la FPE.

Imposer d'autres choix

La part des rémunérations des agents de l'Etat par rapport au PIB a reculé de 17% de 1999 à 2008. La baisse de notre pouvoir d'achat, ce n'est pas une fatalité, c'est un choix politique.

L'Etat donne un bien mauvais exemple aux employeurs privés !



des mesures contre l'emploi

Budget : injuste et contre l'emploi

C'est en pleine mobilisation sur les retraites que le gouvernement a présenté un Projet de Loi de Finances 2011, marqué par la rigueur et l'injustice sociale.

Avec le refus d'une augmentation des recettes et avec le maintien du bouclier fiscal, la baisse en volume des dépenses de l'État pour 2011-2013 annonce des coupes violentes dans les dépenses publiques.

Poursuite et intensification de la réduction des effectifs publics, non-remplacement d'un départ à la retraite sur deux dans la Fonction Publique: ces coupes claires qui s'ajoutent à celles de ces dernières années vont toucher la quasi totalité des ministères. La baisse des recrutements dans la Fonction Publique va plomber ses missions et priver des milliers de jeunes de perspective d'emplois stables, soumettre les personnels à des conditions de travail insupportables et dégrader les services rendus aux usagers.

Avec le gel des dotations des collectivités locales sur les trois prochaines années, celles-ci vont aussi devoir faire des choix draconiens, réduire leurs dépenses en mettant en danger la poursuite de certains investissements chantiers ou missions, notamment celles relevant de la solidarité et de l'action sociale au service des populations les plus fragilisées.

Les suppressions d'emplois dans la fonction publique et dans l'Education nationale depuis 2008

	2008	2009	2010	2011	Total
Fonction publique de l'Etat	-22 900	-30 600	-33 750	-31 638	-118 888
Education nationale	-11 200	-13 500	-16 000	-16 000	-56 700

Non titulaires

La précarité ne cesse de s'aggraver avec près de 20% des personnels non titulaires dans la Fonction Publique. Notre action l'a rendue inacceptable.

Contraint de négocier, le gouvernement veut imposer une contre partie aux titularisations qu'il devra concéder, celle d'un nouveau « contrat de mission » de l'emploi contractuel à côté de l'emploi statutaire.

La FSU y oppose ses revendications et entend mobiliser les personnels dans les prochaines semaines.

Retraites : injuste et contre l'emploi

Seniors toujours sur la touche

62 ans, 67 ans... le recul des bornes d'âge dans la réforme des retraites a été un facteur puissant de mobilisation. Pas étonnant quand on sait que le nombre des demandeurs d'emploi de 50 ans et plus a augmenté de 16,6% entre août 2009 et août 2010 (source UNEDIC). Pourtant, ces dernières années, patronat et gouvernement n'ont eu de cesse d'en appeler à une augmentation du taux d'emploi des seniors mais les entreprises cherchent plutôt à se débarrasser de leurs seniors. Selon une étude de la Dares (septembre 2010), un salarié devient « âgé » à partir de 58,5 selon les employeurs! Après des années de pratique intensive de préretraite, on voit mal les entreprises changer de cap d'autant plus qu'aucun dispositif légal n'apporte de réelle contrainte au maintien dans l'emploi des seniors, contraints de travailler plus longtemps...ou de rester plus longtemps au chômage.

Dans la Fonction publique, l'Etat poursuit sa politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux mettant en cause ainsi le recrutement de jeunes agents.

Jeunes en attente

Conséquence de la crise, le chômage des jeunes, combiné à une précarité croissante, connaît une croissance fulgurante depuis novembre 2008 (22,4 %chez les moins de 25 ans!) . La panne de recrutements affecte tous les secteurs mais frappe surtout l'industrie. Les jeunes diplômés sont victimes d'un « attentisme » des employeurs par rapport aux embauches nouvelles ou même aux renouvellements nécessaires. Les départs en retraite de cadres ont diminué ce qui n'est pas aussi sans pénaliser les jeunes.

Avec la réforme des retraites, seront pénalisés à la fois les seniors et les jeunes.